

Montpellier - SNES

Bulletin trimestriel de la section académique de Montpellier - Août 2010 - N°226

Notre site vous informe :
<http://www.montpellier.snes.edu>

Pour nous contacter :
s3mon@snes.edu

**Pour le 2nd degré,
 pour notre métier,
 TOUS EN GRÈVE
 le 6 septembre**

Sommaire :

PAGE 2

- 6 septembre grève pour le 2nd degré
- 7 septembre, plus nombreux, plus forts encore que le 24 juin
- Agir avec les stagiaires

**7 septembre
 Retraites, emploi,
 salaires
 Grève et de
 manifestations
 interprofessionnelles
 CGT, CFDT, FSU, UNSA,
 FO, CFTC, CGC, Solidaires**

En grève les 6 et 7 septembre, Pour l'École, pour nos retraites !

Chacun mesure combien cette année scolaire sera décisive pour la plupart des grands dossiers sociaux.

Après un mois de juillet marqué par « les affaires » qui posent publiquement la question des liens entre l'État et les milieux financiers, les media ont concentré leurs feux du mois d'août sur la politique sécuritaire d'un gouvernement qui se livre à une véritable surenchère.

Sans sous-estimer l'importance de ces questions, force est de constater que plusieurs dossiers essentiels ont été relégués au second plan durant l'été : retraites, Éducation, Fonction Publique, chômage, salaires, fiscalité... Autant de questions brûlantes qui ont occupé l'actualité l'an dernier et donné lieu à des mobilisations sociales d'une ampleur exceptionnelle.

À commencer par l'Éducation. L'annonce officielle de 17000 nouvelles suppressions d'emplois (34000 dans la Fonction Publique) n'a pas fait la Une des journaux télévisés, ni le bilan sur 5 ans des suppressions de postes : 70000 dans l'Éducation Nationale (135000 pour la Fonction Publique) !

Un total vertigineux, qui illustre à lui seul la politique de démantèlement de l'École menée par ce gouvernement, dont le 2nd degré est la cible privilégiée et qu'il entend bien poursuivre dans les années à venir.

Une politique qui asphyxie notre système éducatif et dont les conséquences pour notre métier, nos élèves, et pour l'avenir sont dévastatrices.

Les attaques contre le 2nd degré et ses personnels sont d'une gravité et d'une ampleur exceptionnelles !

C'est bien pour les dénoncer, alerter les parents, l'opinion et imposer un débat public au plus haut niveau et l'engagement des politiques, pour imposer une autre politique éducative, ambitieuse pour l'École et pour l'avenir des jeunes, et qui respecte nos métiers, que le Snes appelle la profession à se mobiliser dès la prérentrée et à se mettre massivement en grève le lundi 6 septembre.

En choisissant le début de l'année scolaire pour donner à cette action le caractère exceptionnel que nécessite la gravité de ces attaques.

La rentrée sera tout aussi décisive au plan interprofessionnel !

Particulièrement sur le dossier des retraites !

La grève du 6 s'articule pleinement avec la grande journée de grèves et de manifestations du mardi 7 septembre contre le projet de réforme des retraites, à laquelle appellent toutes les organisations syndicales (CGT, CFDT, FSU, UNSA, FO, CFTC, CGC, Solidaires). Elle permet de faire le lien entre la politique éducative, la remise en cause des droits et salaires des fonctionnaires et la brutalité et le cynisme des choix faits en matière d'emploi, de salaires, de retraites.

Le gouvernement a annoncé son intention d'aller vite. C'est donc dès la rentrée que toute la profession doit se mobiliser !

Mettons-nous massivement en grève les 6 et 7 septembre.

Manifestons massivement le 7, plus nombreux et plus forts encore que le 24 juin.

B. DUFFOURG, le 19 août 2010

PRIX : 0,30 €
 MONTPELLIER SNES
 Enclos des Lys B - 585 Rue de l'Aiguelongue
 MONTPELLIER - 04 67 54 10 70
 Port payé - Dispensé de timbrage
 Presse - Montpellier CT

ACTION

6 SEPTEMBRE, GRÈVE POUR LE 2nd DEGRÉ

Une grève à la rentrée, cela a une forte valeur symbolique ! A la hauteur de la gravité des attaques contre le 2nd degré et ses personnels, le Service Public d'Éducation et l'ensemble des fonctionnaires : le lundi 6 septembre est en effet le premier jour de fonctionnement « normal » des établissements.

Suppressions de postes par dizaines de milliers (16000 à cette rentrée, 17000 au budget 2011... 70000 en 5 ans !), conditions d'enseignement dégradées, classes toujours plus surchargées, horaires d'enseignement réduits, options supprimées et offre de formation appauvrie, dégradation des conditions d'affectation et d'exercice du métier, réduction des possibilités de mutation et multiplication des services à cheval, augmentation de notre charge de travail, précarité accrue, remise en cause de nos statuts et mise en place de méthodes managériales dans nos établissements, formation des stagiaires bradée, destruction du service public d'orientation, réforme des lycées dont le seul but est de supprimer des milliers de postes, abandon du collège aux conséquences du socle commun et du livret de compétences...

Pour ce gouvernement, l'École est une charge dont il veut réduire les coûts. Sa politique éducative d'abandon de toute ambition pour le Service Public d'Éducation et la formation de nos élèves a des conséquences catastrophiques pour la qualité du système éducatif, pour nos métiers dont le sens même et les missions sont remis en cause, pour l'avenir des jeunes de notre pays.

Nous devons les dénoncer publiquement, alerter les parents et l'opinion, susciter un

large débat public au plus haut niveau et exiger l'engagement des politiques, pour imposer une autre politique éducative.

Tel est l'objectif de la grève du 6 septembre. Ensemble, exigeons :

- l'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement de postes supprimés,
- l'abandon des réformes Chatel des lycées et de la gouvernance des établissements
- une autre réforme pour la formation des maîtres, alliant l'élévation du niveau de recrutement, un plan pluriannuel de recrutements massifs et une réelle formation pédagogique
- l'arrêt de la précarité et un plan de titularisation
- une politique ambitieuse pour l'éducation prioritaire
- le respect et l'amélioration de nos statuts, de nos carrières et du droit à mutation
- la revalorisation de nos métiers et de nos salaires

En laissant se dérouler les deux jours de la rentrée la semaine précédente, nous souhaitons permettre à tous les collègues d'assurer l'accueil des élèves, de se réunir, et de pointer les difficultés de chaque établissement afin de créer les conditions **d'une mobilisation et d'une expression puissantes de toute la profession.**

Mobilisons-nous dans chaque établissement dès la prérentrée.

Adressons-nous partout aux parents d'élèves, aux media et aux élus.

Mettons-nous massivement en grève le 6 septembre.

B. DUFFOURG

AGIR AVEC LES STAGIAIRES

Les stagiaires, qui étaient jusqu'ici affectés sur des services de 6 à 8h, assureront à la rentrée un service complet ! En observation et pratique accompagnée jusqu'à la Toussaint, ils prendront alors en charge toutes leurs classes, et seront remplacés en janvier pendant 4 semaines par... un étudiant en M2 !

Un dispositif inadmissible qui sacrifie la formation des stagiaires dont l'entrée dans le métier se fera dans des conditions particulièrement délicates, et les élèves : 40000 d'entre eux dans notre académie (un million au plan national) verront se succéder au minimum 3 enseignants !

L'appel du Snes à s'y opposer a suscité une forte mobilisation dans les établissements, les refus collectifs d'assumer la fonction de tuteur dans ces conditions se comptent par milliers.

Tout en poursuivant notre action pour mettre en échec ce dispositif et imposer une réelle formation pour les stagiaires, nous devons, comme nous l'avons toujours fait, les accueillir dans le cadre syndical et assurer les solidarités professionnelles envers ces collègues qui vont rencontrer des situations difficiles.

B. HUMEAU

ACTION

LE 7 SEPTEMBRE, PLUS NOMBREUX, PLUS FORTS ENCORE QUE LE 24 JUIN

2 millions de manifestants le 24 juin, du jamais vu à la veille des vacances ! Une mobilisation exceptionnelle traduisant un rejet de plus en plus large de sa politique sociale et économique, que le gouvernement refuse pourtant obstinément d'entendre : il maintient la même politique et prépare des restrictions budgétaires massives, en particulier dans la Fonction Publique et l'Éducation Nationale, pour ramener à 3% en 2013 un déficit qu'il a lui-même creusé... pour renflouer les banques lors de la crise financière. Les 34000 nouvelles suppressions de postes dans la Fonction Publique, dont la moitié dans l'Éducation

Nationale, en sont la traduction directe.

Sur les retraites, il continue de refuser, sauf à la marge, de revenir sur son projet : des régressions sans précédent, avec notamment le recul de l'âge du droit à la retraite à 62 ans et d'une retraite sans décote à 67 ans, lourdes de conséquences sur l'emploi, en particulier des jeunes. Avec en plus pour les fonctionnaires une augmentation de 2,7 points de la retenue pour pension (à terme une journée de salaire par mois) et la remise en cause des droits des mères de 3 enfants. Quant au capital et aux hauts revenus, leur contribution se limite à... 15% du total.

La puissance des manifestations du 24 juin le montre, **la mobilisation pour défendre nos**

retraites, mais aussi pour l'emploi, les salaires, la Fonction Publique et le Service Public d'Éducation, prend de plus en plus d'ampleur. Toutes les conditions sont réunies pour construire un puissant mouvement social à la rentrée.

L'ensemble des organisations syndicales (CGT, CFDT, FSU, UNSA, FO, CFTC, CGC, Solidaires) appellent à une **grande journée de grèves et de manifestations le mardi 7 septembre.**

Mobilisons-nous plus nombreux, plus forts encore que le 24 juin, dans la grève et les manifestations du 7 septembre.

BD